

Rapport de synthèse du sixième rapport d'évaluation du GIEC

Changements climatiques 2023

Messages clés du résumé à l'intention des décideurs

Notes des traducteurs : ce document est une traduction informelle qui n'engage pas le GIEC.

La longueur et la complexité de certaines phrases viennent généralement du texte d'origine, notre objectif prioritaire étant d'en conserver la signification précise. Si vous constatez une erreur, merci de contacter les traducteurs (voir en fin de document). **Version corrigée du 7 avril 2023** (ajout d'un mot manquant + amélioration de traduction de quelques mots).

Pour plus la version originale en anglais et les autres éléments du rapport, voir ipcc.ch/report/ar6/syr/

A. Situation et tendances actuelles

Le réchauffement observé et ses causes

A.1 Les activités humaines, principalement par le biais des émissions de gaz à effet de serre, ont sans aucun doute causé un réchauffement global, avec une température à la surface du globe qui a atteint 1,1°C de plus en 2011-2020 par rapport à 1850-1900. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué à augmenter, avec des contributions historiques et actuelles inégales provenant de l'utilisation non durable de l'énergie, de l'utilisation des terres et du changement d'affectation des terres, des modes de vie et des modèles de consommation et de production parmi les régions, entre et au sein des pays, et entre les individus (degré de confiance élevé). {2.1, figure 2.1, figure 2.2}

Les changements observés et leurs impacts

A.2 L'atmosphère, les océans, la cryosphère et la biosphère ont subi des changements rapides et généralisés. Les changements climatiques d'origine humaine affectent déjà de nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes dans toutes les régions du globe. Il en résulte des effets négatifs généralisés et des pertes et dommages connexes pour la nature et les populations (degré de confiance élevé). Les communautés vulnérables qui ont historiquement le moins contribué aux changements climatiques actuels sont affectées de manière disproportionnée (confiance élevée). {2.1, tableau 2.1, figure 2.2 et 2.3} (figure SPM.1)

Progrès actuels en matière d'adaptation, lacunes et défis

A.3 La planification et la mise en œuvre de l'adaptation ont progressé dans tous les secteurs et toutes les régions, avec des avantages avérés et une efficacité variable. Malgré les progrès réalisés, il existe des lacunes en matière d'adaptation, qui au rythme actuel de la mise en œuvre, continueront à se creuser. Certains écosystèmes et régions ont atteint des limites souples et des limites dures à l'adaptation. Une maladaptation prend place dans certains secteurs et certaines régions. Les flux financiers mondiaux actuels pour l'adaptation sont insuffisants pour les options d'adaptation et en limitent la mise en œuvre, en particulier dans les pays en développement (*degré de confiance élevé*). {2.2, 2.3}

Progrès, lacunes et défis actuels en matière d'atténuation

A.4 Les politiques et les lois relatives à l'atténuation n'ont cessé de se développer depuis l'AR5. Les émissions mondiales de GES en 2030 qui résultent des contributions déterminées au niveau national (CDN) annoncées jusqu'en octobre 2021 font qu'il est probable que le réchauffement dépassera 1,5 °C au cours du 21^e siècle et qu'il sera plus difficile de limiter le réchauffement à moins de 2 °C. Il existe un écart entre les émissions prévues par les politiques mises en œuvre et celles qu'impliquent les CDN, et les flux financiers ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs climatiques dans tous les secteurs et toutes les régions. (*degré de confiance élevé*) {2.2, 2.3, figure 2.5, tableau 2.2}

B. Changements climatiques futurs, risques et réponses à long terme

Changements climatiques futurs

B.1 La poursuite des émissions de gaz à effet de serre entraînera une augmentation du réchauffement global, qui atteindra 1,5 °C à court terme dans les scénarios envisagés et les trajectoires modélisées. Chaque augmentation du réchauffement climatique intensifiera des risques multiples et simultanés (*degré de confiance élevé*). Des réductions profondes, rapides et prolongées des émissions de gaz à effet de serre conduiraient à un ralentissement perceptible du réchauffement planétaire en l'espace d'environ deux décennies, ainsi qu'à des changements perceptibles dans la composition de l'atmosphère en l'espace de quelques années (*degré de confiance élevé*). {Encadrés 1 et 2, 3.1, 3.3, tableau 3.1, figure 3.1, 4.3.} (figure SPM.2, encadré SPM.1)

Impacts des changements climatiques et risques liés au climat

B.2 Pour tout niveau de réchauffement futur donné, de nombreux risques liés au climat sont plus élevés que ceux évalués dans l'AR5, et les impacts projetés à long terme sont jusqu'à plusieurs fois plus élevés que ceux observés actuellement (*degré de confiance élevé*). Les risques et les effets négatifs prévus, ainsi que les pertes et les dommages liés aux changements climatiques, s'intensifient avec chaque augmentation du réchauffement global (*degré de confiance très élevé*). Les risques climatiques et non climatiques interagiront de plus en plus, créant des risques combinés et en cascade plus complexes et plus difficiles à gérer (*degré de confiance élevé*). {Encadré transversal 2, 3.1, 4.3, figure 3.3, figure 4.3} (figure SPM.3, figure SPM.4)

Probabilité et risques de changements inévitables, irréversibles ou brutaux

B.3 Certains changements futurs sont inévitables et/ou potentiellement irréversibles, mais peuvent être limités par une réduction profonde, rapide et soutenue des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La probabilité de changements abrupts et/ou irréversibles augmente avec l'élévation du niveau de réchauffement global. De même, la probabilité de conséquences peu probables associées à des incidences négatives potentiellement très importantes augmente avec l'élévation du niveau de réchauffement global. (*degré de confiance élevé*) {3.1}

Les options d'adaptation et leurs limites dans un monde plus chaud

B.4 Les options d'adaptation qui sont réalisables et efficaces aujourd'hui deviendront limitées par des contraintes et moins efficaces avec l'augmentation du réchauffement climatique. Avec l'augmentation du réchauffement climatique, les pertes et les dommages augmenteront et davantage de systèmes humains et naturels atteindront leurs limites d'adaptation. La maladaptation peut être évitée par une planification et une mise en œuvre souples, multisectorielles, inclusives et à long terme des mesures d'adaptation, avec des co-bénéfices¹ pour de nombreux secteurs et systèmes. (*degré de confiance élevé*) {3.2, 4.1, 4.2, 4.3}

Budgets carbone et émissions nettes zéro

B.5 La limitation du réchauffement climatique d'origine humaine nécessite des émissions anthropiques nettes de CO₂ nulles. Les émissions de carbone cumulées jusqu'au moment où les émissions nettes de CO₂ seront nulles et le niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre au cours de cette décennie déterminent en grande partie si le réchauffement peut être limité à 1,5°C ou à moins de 2°C (*degré de confiance élevée*). Les projections pour les émissions de CO₂ dues aux infrastructures liées aux combustibles fossiles existantes et prévues, sans réduction supplémentaire, dépasseraient le budget carbone restant pour 1,5°C (50 %) (*degré de confiance élevée*). {2.3, 3.1, 3.3, tableau 3.1}

¹ NDT : une formulation plus francophone pourrait être « avantages supplémentaires »

Trajectoires d'atténuation

B.6 Toutes les trajectoires modélisées au niveau mondial qui limitent le réchauffement à 1.5°C (>50%) sans dépassement ou avec un dépassement limité, et celles qui limitent le réchauffement à 2°C (>67%), comportent des réductions rapides et profondes et, dans la plupart des cas, immédiates des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs au cours de la présente décennie. Pour ces catégories de trajectoires, les émissions nettes nulles de CO₂ au niveau mondial sont atteintes au début des années 2050 et vers le début des années 2070, respectivement. (*degré de confiance élevé*) {3.3, 3.4, 4.1, 4.5, tableau 3.1} (Figure SPM.5, Encadré SPM.1)

Dépassement : Dépasser un niveau de réchauffement et y revenir

B.7 Si le réchauffement dépasse un certain niveau, par exemple 1,5 °C, il pourrait être progressivement réduit à nouveau en atteignant et en maintenant des émissions nettes de CO₂ négatives à l'échelle mondiale. Cela nécessiterait un déploiement supplémentaire de l'élimination² du dioxyde de carbone, par rapport aux voies sans dépassement, ce qui soulève des questions plus importantes en termes de faisabilité et de durabilité. Le dépassement entraîne des incidences négatives, dont certaines sont irréversibles, et des risques supplémentaires pour les systèmes humains et naturels, qui augmentent tous avec l'ampleur et la durée du dépassement. (*degré de confiance élevée*) {3.1, 3.3, 3.4, tableau 3.1, figure 3.6}

C. Réponses à court terme

Urgence d'une action climatique intégrée à court terme

C.1 Les changements climatiques sont une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète (*degré de confiance très élevé*). La fenêtre d'opportunité permettant d'assurer un avenir viable et durable pour tous se referme rapidement (*degré de confiance très élevé*). Le développement résilient aux changements climatiques intègre l'adaptation et l'atténuation afin de faire progresser le développement durable pour tous, et il est rendu possible par une coopération internationale accrue, y compris un meilleur accès à des ressources financières adéquates, en particulier pour les régions, les secteurs et les groupes vulnérables, ainsi qu'une gouvernance inclusive et des politiques coordonnées (*degré de confiance élevé*). Les choix et les actions mis en œuvre au cours de cette décennie auront des répercussions pendant des milliers d'années (*degré de confiance élevé*). {3.1, 3.3, 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.7, 4.8, 4.9, figure 3.1, figure 3.3, figure 4.2} (figure SPM.1 ; figure SPM.6)

Les avantages d'une action à court terme

C.2 Une atténuation profonde, rapide et soutenue et une mise en œuvre accélérée des mesures d'adaptation au cours de cette décennie permettraient de réduire les pertes et les dommages prévus pour l'homme et les écosystèmes (*degré de confiance très élevé*) et d'obtenir de nombreux avantages connexes, en particulier pour la qualité de l'air et la santé (*degré de confiance élevé*). Le report des mesures d'atténuation et d'adaptation aurait pour effet de figer les infrastructures à fortes émissions, d'augmenter les risques d'immobilisation d'actifs et d'escalade des coûts, de réduire la faisabilité et d'accroître les pertes et les dommages (*degré de confiance élevé*). Les actions à court terme impliquent des investissements initiaux élevés et des changements potentiellement perturbateurs qui peuvent être atténués par une série de politiques de facilitation (*degré de confiance élevé*). {2.1, 2.2, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 4.6, 4.7, 4.8}

² NDT : « carbon dioxide removal » : l'action de retirer du dioxyde de carbone de l'atmosphère et de le stocker.

Options d'atténuation et d'adaptation dans l'ensemble des systèmes

C.3 Des transitions rapides et de grande ampleur dans tous les secteurs et systèmes sont nécessaires pour parvenir à des réductions profondes et durables des émissions et garantir un avenir viable et durable pour tous. Ces transitions systémiques impliquent une augmentation significative d'un large portefeuille d'options d'atténuation et d'adaptation. Des options d'atténuation et d'adaptation faisables, efficaces et peu coûteuses sont déjà disponibles, avec des différences entre les systèmes et les régions. (*degré de confiance élevé*) {4.1, 4.5, 4.6} (Figure SPM.7)

Synergies et compromis avec le développement durable

C.4 Une action accélérée et équitable pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter est essentielle pour le développement durable. Les mesures d'atténuation et d'adaptation ont plus de synergies que de contradictions avec les objectifs de développement durable. Les synergies et les compromis dépendent du contexte et de l'échelle de mise en œuvre. (*degré de confiance élevée*) {3.4, 4.2, 4.4, 4.5, 4.6, 4.9, Figure 4.5}

Équité et inclusion

C.5 Donner la priorité à l'équité, à la justice climatique, à la justice sociale, à l'inclusion et à des processus de transition justes peut permettre la mise en œuvre de mesures ambitieuses d'adaptation et d'atténuation du climat et d'un développement résilient. Les résultats de l'adaptation sont améliorés par un soutien accru aux régions et aux personnes les plus vulnérables aux aléas climatiques. L'intégration de l'adaptation au climat dans les programmes de protection sociale améliore la résilience. De nombreuses options sont disponibles pour réduire la consommation à forte intensité d'émissions, y compris par des changements de comportement et de mode de vie, avec des co-bénéfices pour le bien-être de la société. (*degré de confiance élevée*) {4.4, 4.5}

Gouvernance et politiques

C.6 Une action climatique efficace est rendue possible par un engagement politique, une gouvernance à plusieurs niveaux bien harmonisée, des cadres institutionnels, des lois, des politiques et des stratégies, ainsi qu'un meilleur accès au financement et à la technologie. Des objectifs clairs, une coordination entre plusieurs domaines politiques et des processus de gouvernance inclusifs facilitent une action climatique efficace. Les instruments réglementaires et économiques peuvent favoriser des réductions importantes des émissions et la résilience climatique s'ils sont transposés et appliqués à grande échelle. Le développement résilient aux changements climatiques bénéficie de l'exploitation de connaissances diverses. (*degré de confiance élevée*) {2.2, 4.4, 4.5, 4.7}

Finance, technologie et coopération internationale

C.7 Le financement, la technologie et la coopération internationale sont des éléments essentiels pour accélérer l'action climatique. Si l'on veut atteindre les objectifs climatiques, le financement de l'adaptation et de l'atténuation devrait être décuplé³. Les capitaux mondiaux sont suffisants pour combler les déficits d'investissement au niveau mondial, mais il y a des obstacles à la réorientation des capitaux vers l'action climatique. Le renforcement des systèmes d'innovation technologique est essentiel pour accélérer l'adoption généralisée des technologies et des pratiques. Le renforcement de la coopération internationale est possible par le biais de multiples canaux. (*degré de confiance élevée*) {2.3, 4.8}

³ NDT: en anglais "manifold", qu'on pourrait traduire par "multiplié de nombreuses fois" (pas obligatoirement 10)

Note au sujet de cette traduction non-officielle :

La présente traduction des messages clés du résumé à l'intention des décideurs du rapport de synthèse du sixième Rapport d'évaluation du GIEC est basée sur la version officielle du 20 mars 2023. Elle ne représente pas une traduction officielle du RID. La traduction officielle du Résumé pour les décideurs sera publiée par le GIEC dans plusieurs mois.

Les messages principaux traduits ici sont les paragraphes mis en évidence au début de chaque section. Les figures ne sont pas incluses. L'ensemble du SPM comporte de nombreux autres paragraphes.

Sur la base de la compréhension scientifique, les principales conclusions peuvent être formulées en tant qu'affirmations factuelles ou être associées à un niveau de confiance, exprimé dans les rapports du GIEC à l'aide d'un vocabulaire codifié :

Pour chaque conclusion, un degré de confiance est établi en fonction d'une évaluation des éléments de preuve et de la concordance entre les éléments pris en compte. Cinq qualificatifs sont utilisés pour exprimer le degré de confiance : très faible, faible, moyen, élevé et très élevé ; le degré de confiance est indiqué en italique : par exemple *degré de confiance moyen*.

Les qualificatifs ci-après ont été utilisés pour indiquer la probabilité d'un résultat : très probable (90 à 100%), probable (66 à 100 %).

Traducteurs et éditeurs de cette version non-officielle en français :

Plateforme wallonne pour le GIEC (Belgique) :

plateforme-wallonne-giec.be, soutenue par le Gouvernement wallon
et en lien avec l'Agence wallonne pour l'air et le climat (awac.be)

Philippe Marbaix, Bruna Gaino, Pénélope Lamarque, Alain Tondeur et Jean-Pascal van Ypersele
equipe@plateforme-wallonne-giec.be



Grand-Duché du Luxembourg :

Le gouvernement luxembourgeois
Andrew Ferrone, Dana Lang
andrew.ferrone@asta.etat.lu | www.gouvernement.lu



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG